

FONDATION PROSPECTIVE ET INNOVATION

Prospective & Leadership

COLLOQUE // 15 NOVEMBRE 2011

GINKGO
éditeur

Sommaire

PROGRAMME	8
PRÉSENTATION	
par Jean-Pierre Raffarin	11
INTRODUCTION	
par Henri Guaino	15

PARTIE 1

QUELS FUTURS ?

Quel Monde en 2030 ?

Le monde vu des États-Unis

Exposé par M. Kimon VALASKAKIS, et débat	25
------------------------------------------------	----

Le monde vu de France

Exposé par M. Joseph MAILA, et débat	28
--------------------------------------------	----

Quelle Europe en 2030 ?

L'Europe Politique

Exposé par M. Vladimir ROJANSKI, et débat	33
-------------------------------------------------	----

L'Europe des projets

Exposé par M. Jean-Jacques DORDAIN et débat	34
---------------------------------------------------	----

Quelle France en 2030 ?

LA FRANCE

Exposé par M. Michel GODET, et débat	39
--------------------------------------------	----

La France

Exposé par M. Stéphane CORDOBES, et débat	43
-------------------------------------------------	----

QUELLE PLACE POUR LA PROSPECTIVE DANS LE LEADERSHIP ?

Les entrepreneurs face au futur et au présent

Le choix du nucléaire	
Exposé par M. Bernard BIGOT, et débat	53

L'avenir de l'eau	
Exposé par M. Jean Louis CHAUSSADE et débat	56

Les politiques : visions à long terme et échéances électorales

LES POLITIQUES (...)	
Exposé par M. René RICOL et débat	59

LES POLITIQUES (...)	
Exposé par Jean-Pierre CHEVÈNEMENT et débat	63

LES POLITIQUES (...)	
Exposé par M. Dominique BUSSEREAU et débat	66

CONCLUSION

Christophe DE MARGERIE	
Jean-Pierre RAFFARIN	69

LES CHEFS D'ENTREPRISE,	
LE LEADERSHIP ET LA PROSPECTIVE	73

1. Rappel Méthodologique	74
---------------------------------------	----

2. Synthèse des enseignements	
de l'étude qualitative	75

De nombreux freins à sa mise en œuvre	78
----------------------------------------------------	----

PROGRAMME

9h30-10h **OUVERTURE**

- Monsieur Jean-Pierre RAFFARIN, Ancien Premier Ministre, Vice-Président du Sénat, Président de la FONDATION PROSPECTIVE ET INNOVATION
- Monsieur Henri GUAINO, Conseiller spécial du Président de la République, ancien Commissaire au Plan

10h-12h30 **QUELS FUTURS ?**

Modérateur : Dominique HUMMEL, Président du Futuroscope

A. Quel Monde en 2030 ?

- Le monde vu des États-Unis, par Kimon VALASKAKIS, Professeur à la Nouvelle école d'Athènes et spécialiste de la gouvernance mondiale,
- Le monde vu de France par Joseph MAILA, Directeur de la prospective au Ministère des Affaires Etrangères.

B. Quelle Europe ?

- L'Europe politique vue par Monsieur Vladimir ROJANSKI, Représentation en France de la Commission européenne,
- L'Europe des projets vue par Jean-Jacques DORDAIN, Directeur général de l'ESA

C. Quelle France ?

- Vue par Michel GODET, Titulaire de la Chaire prospective au CNAM
- Vue par Stéphane CORDOBES, Conseiller en charge de la prospective et des études à la DATAR

Débats

14h30-17h **QUELLE PLACE POUR LA PROSPECTIVE
DANS LE LEADERSHIP ?**

- Modérateur : Hugues CAZENAVE, Président d'OPINION WAY

Leadership public et privé : présentation d'une enquête par OPINION WAY

A. Les entrepreneurs face au futur et au présent,

- Le choix du nucléaire par Bernard BIGOT, Administrateur général du COMMISSARIAT À L'ENERGIE ATOMIQUE
- L'avenir de l'Eau, par Jean-Louis CHAUSSADE, Directeur général de SUEZ ENVIRONNEMENT

B. Les politiques : visions à long terme et échéances électorales

- René RICOL, Commissaire à l'Investissement
- Jean-Pierre CHEVENEMENT, Ancien ministre d'État et Sénateur
- Dominique BUSSEREAU, Ancien ministre et Président du Conseil Général de Charente-Maritime

Débats

17h-17h30 **CONCLUSIONS** de Messieurs Christophe de MARGERIE, Président-directeur général de TOTAL et Jean-Pierre RAFFARIN.



PRÉSENTATION

Jean-Pierre Raffarin

Ancien Premier Ministre,
Sénateur de la Vienne
Président de la Fondation Prospective
et Innovation

Le rapprochement des deux termes du titre de ce colloque combine deux problématiques : d'une part, qu'il est bon de voir, et même de prévoir, mais que vient toujours un moment de s'engager, dont la prospective n'épuise jamais les déterminants ; d'autre part, qu'on ne peut jamais complètement prévoir sans y aller voir, c'est à dire que la teneur même de l'avenir à examiner dépend beaucoup des orientations et impulsions qui lui sont données.

Il y a donc une dialectique complexe entre prospective et leadership, l'une éclairant l'autre mais marchant aussi sur ses traces.

Ce lien est aujourd'hui renforcé par l'extrême complexité des problèmes à tous les niveaux, ne serait-ce qu'en raison du grand nombre de parties prenantes qu'ils impliquent tous, de sorte qu'il devient beaucoup plus difficile que naguère de dessiner des tendances probables et de préfigurer

des orientations souhaitables à partir de critères limités. Dès lors qu'il y a complexité à l'un quelconque des maillons de la chaîne des causalités ou des actes à poser, la probabilité la plus grande devient celle du chaos si on ne fait pas intervenir un réducteur de complexité ou un attracteur de convergence : c'est exactement ce que l'on attend du leadership.

La complexité des situations à traiter est aujourd'hui telle qu'elle demande à être incarnée chaque fois par une personne capable de lui donner une expression fléchée, pondérée, dynamique. Soumise à trop d'itérations, une situation complexe diverge rapidement vers le chaos ou, en tout cas, des solutions aléatoires. Elle requiert une expression en quelque sorte synthétique qui, sans la trahir, la garantisse contre les oscillations aberrantes. C'est tout le génie des hommes d'État que de répondre à ce besoin. On l'a bien vu en la personne de Lula, de Mandela, de Deng Hsiao Ping en son temps, et tout récemment sous les espèces du couple Sarkozy-Merkel qui a donné un visage à l'Europe en panne d'identité faciale.

On le voit bien aussi aux échelons locaux, où c'est très souvent une personnalité riche et créative, un maire, un président de conseil général ou régional, qui fait avancer les affaires, parce qu'en sa personne se dénouent des positions contradictoires, des complexités insolubles. Se retire-t-il, on perçoit immédiatement une chute de potentiel.

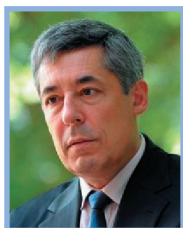
À de telles personnalités, il faut épargner les pressions du court terme, qui s'emparent d'elles, pour permettre au long terme de guider leur puissance synthétique. Il y a là le ferment d'une terrible tension, car la personne qui incarne ainsi la complexité en est forcément travaillée en permanence, et c'est donc l'immédiat qui la sollicite, alors que sa raison d'être est de dégager des orientations à partir de la complexité qui interdit aux autres de s'y retrouver.

C'est pourtant un enjeu capital pour les démocraties, à l'heure où il apparaît de plus en plus que la carte de la croissance tend vers celle des régimes autoritaires éclairés, pour la simple raison qu'assurés d'une continuité ils sont en mesure de construire des stratégies et de tenir bon dans les périodes de turbulences. La Chine en est l'exemple le plus achevé, avec son remarquable XII^e plan, où se donne à lire une vision de l'avenir assortie des moyens d'y parvenir.

Si les régimes démocratiques ne veulent pas abandonner le pilotage du présent vers l'avenir aux régimes autoritaires, il leur faut résoudre la difficile équation de leur "court-termisme" congénital et de la longue portée des décisions à prendre. Cela passe sans doute par une forme d'incarnation des enjeux du long terme, formule très difficile à faire émerger, soutenir et doser en démocratie, dont le Général de Gaulle a symbolisé une forme exceptionnellement

féconde, mais difficilement reproductible, et qu'il appartient aux institutions aussi bien qu'à la sagesse des nations de ménager autant que faire se peut, dans l'intérêt général.

C'est une des dimensions que le débat a pour propos d'éclairer.



INTRODUCTION

Henri GUAINO

Conseiller spécial du Président
de la République

Le cœur de la responsabilité politique réside dans l'arbitrage permanent de ce rapport dramatique entre urgence et durée. Occupés en ce moment à éviter heure par heure une catastrophe majeure susceptible de s'enclencher n'importe quand depuis n'importe quel horizon à partir de n'importe quelle paille dans la texture des affaires, les dirigeants doivent en même temps travailler à préparer un monde nouveau dont les traits seront pleinement lisibles dans une trentaine d'années au plus tôt. Il leur faut en outre gérer avec tact et courage la transition très lente, et souvent mal éclairée, des opinions qui, en faisant l'élection, décident en dernier ressort des voies vers l'avenir — enjeu très supérieur au souci immédiat du pouvoir qui préoccupe aussi les hommes politiques. C'est une équation insoluble, dans laquelle entre une part de chance, mais que l'homme d'État se doit de résoudre au mieux de l'intérêt supérieur non seulement du pays, mais de plus en plus du monde, sans oublier celui des citoyens qui lui ont confié cette charge.

Actuellement, pour s'y guider, l'homme d'État gagne à comprendre que la crise actuelle est en train de mettre un terme à un cycle d'une quarantaine d'années qui a vu les marchés financiers devenir progressivement le cœur des dynamiques globales, et d'amorcer un nouveau cycle de même ampleur qui ressemblera beaucoup plus au pénultième cycle, celui qui va du New deal aux trente glorieuses, un cycle piloté par les politiques publiques. À cet égard, l'invention et la promotion du G20, que l'on doit à la présidence française, restera comme une étape capitale de ce rebroussement destiné à rendre la main aux responsables politiques et aux peuples à qui ils doivent des comptes.

Quelle part aura la prospective dans ce contexte? Elle ne peut se contenter de prévisions, encore moins de prédiction, pas même de scénarios ni de probabilités, parce que toutes ces techniques manquent ce qui importe, et qui surgit en dehors de leur champ : ainsi la crise de 2008, dont on sait les effets gigantesques, est-elle restée imprévue, non qu'elle fût imprévisible, encore qu'improbable, mais parce que personne n'était prêt à la prévenir avant qu'elle n'advînt, faute qu'on y eût pensé de manière prospective, c'est à dire en faisant advenir ce que l'on voulait plutôt que de considérer ce que l'on avait.

La prospective dont on a besoin, c'est celle qui, tirant un fil logique à partir du présent, mène les conséquences à leur terme et décide jusqu'à quel point, sous quelles conditions, avec quel degré de

tolérance au risque, on accepte ces conséquences ; et qui réagit à ces perspectives en prenant des mesures proactives qui changent la donne et invitent à une nouvelle analyse. Par exemple, lorsqu'on mettait en place les marchés financiers comme mécanisme d'assurance contre les risques financiers, il était facile d'en déduire par anticipation une grande volatilité des risques, puisque les démembrer dans les actifs, les disperser et les mutualiser revenait à transformer le risque personnel en risque systémique. On aurait pu s'inquiéter d'une dilution telle des risques qu'ils en devenaient indiscernables sans avoir le moins du monde disparus, et que surtout personne ne s'en tenait plus pour comptable. Dans le même esprit, ENRON, entreprise gazière florissante, s'était lancée dans la distribution d'électricité en y important le modèle du trading, qui lui était familier. Il était évident que ce modèle serait intenable dans la durée, mais il rapportait gros, de sorte qu'on le jugeait excellent.

À l'inverse, une zone euro construite sur des principes déflationnistes restait satisfaisante tant que l'économie était en croissance, mais tournait au cauchemar systémique en cas de récession, comme l'avaient subodoré les anti maastrichiens qui réclamaient ou bien de ne pas accomplir le pas en avant, ou bien d'en accomplir davantage. Mais on s'en est tenu là, et on n'a pas anticipé les évolutions qu'appellerait un renversement de conjoncture.

Comme le disait le regretté Maurice Allais : “En économie, ce qui doit arriver arrive”, et ce ne sont pas les probabilités qui le prévoient, c’est à la prescience de s’en soucier. Pour cela, il faut le sens du risque, de l’audace et une volonté de parvenir à certains états souhaités, pas une propension à aller là où mène le cours des choses.

Fukushima n’était pas probable, mais il était de la responsabilité capitale des autorités compétentes d’en considérer la possibilité et d’agir pour en exclure l’occurrence, s’agissant d’un risque majeur. C’était évidemment à contre-pente de tous les indicateurs en vigueur ! Il est d’autant plus raisonnable de se méfier des probabilités qu’elles peinent toujours à inclure les conséquences des phénomènes que l’on étudie, qui modifient le référentiel d’une manière non prédictible ou du moins imparfaitement prévisible. On n’échappe pas à la fatalité du pari raisonné, qui engage la responsabilité et oblige donc à rester vigilant, proactif, attentif, avec un minimum de capacité de réaction en réserve. L’histoire montre que très souvent, ce sont d’ailleurs des paris a priori déraisonnables qui ont été gagnants, parce qu’ils étaient certes fondés sur une audace liminaire, mais servis par une analyse aigüe, et constituaient une transgression délibérée, mais responsable, des cadres de pensée et d’action du moment, ceux à l’intérieur desquels on fait des probabilités.

Aujourd'hui, face à la crise, on manque cruellement de ce genre de prospective capable de prospecter l'inconnu, et la force de transgression pour franchir les cadres dépassés est nulle. On peut citer M. Gordon Brown, lorsqu'il nationalisa les banques menacées de faillite ou lorsqu'il se déclara en faveur de la taxe Tobin, à contre champ complet de toute l'orthodoxie britannique, ou le président Sarkozy orchestrant une réponse dynamique aux crises de 2008 et 2011. On pourrait dire que c'est la rareté de ce genre de caractère qui provoque les grandes crises, filles des dérives collectives irréflechies.

Les pays émergents ont aujourd'hui beaucoup de mal à comprendre ce qui arrive aux économies avancées, et encore plus de mal à anticiper que le fléchissement des grands pays développés signifierait la chute de leur propre croissance. L'enjeu est aujourd'hui beaucoup plus de faire comprendre à tous que la crise de l'autre est désormais aussi ma crise, de manière à créer les conditions d'une action positive féconde, que de prévoir la prochaine mauvaise surprise.

Le cycle qui est en gestation ramènera au premier plan les sociétés, les États, la croissance réelle, les entreprises, l'éthique du projet commun. Pendant les quarante dernière années, on a fait évoluer les choses vers une sorte d'idéal de disparition de toutes les structures, tout devenant marché. Plus d'État,

d'organisations, d'entreprises même: rien qu'une sorte de plasma hyperfluide fait d'échange de marchandises et de services. On a tout donné au capital, référent ultime de ce marché, et rien au travail. L'endettement public et privé a permis une fuite en avant dans laquelle a prospéré ce système manifestement aberrant et intenable à long terme. On a ainsi différé, en les laissant par contre gonfler, les conséquences inassumables d'un pur fonctionnement dénué de règles, de buts, de morale. C'était oublier que les vraies grandes périodes de l'histoire furent celles où marchés et organisation trouvèrent un équilibre approprié à leur temps, et non celles où l'un des deux termes prévalut trop sur l'autre.

Puisque donc nous allons quitter ce cycle devenu infernal, qui reposait sur l'hypothèse erronée d'une autorégulation de l'économie, et des sociétés dans son sillage, il est intéressant de se remémorer les institutions que la France par exemple avait créées au sortir des années noires de la Grande Crise, par exemple le Commissariat au Plan (et non le Plan), c'est à dire une instance de concertation entre toutes les parties prenantes du corps social. Alors que les marchés financiers, structurellement, se rapprochent du pur hasard à mesure qu'ils fonctionnent, puisque tout leur souci est d'anticiper la réaction les uns des autres, sans aucun égard à la véracité ou non de l'information qui déclenche cette émulation, seul objet de leur fébrilité, le travail de concertation aide à retrouver le sens de la durée et donner de la durée

au sens. Il n'est que temps d'en revenir là, et de soustraire notre destin à l'emprise de ce dictateur aveugle et irresponsable qu'est le marché financier dans sa course folle depuis l'immédiat vers l'instantané et l'insignifiant. On n'a pas encore bien mesuré combien le marché financier est par essence un système qui avance au hasard, par un jeu de réactions qui lui sont internes et ne permettent pas du tout d'en faire le baromètre de l'histoire en train de se faire.

Qu'il en soit arrivé à vouloir des taux de rendement de 15 % signifiait clairement que l'avenir n'avait plus aucune valeur, et que le présent comportait forcément une part de pillage du passé. Il est urgent de rendre à l'avenir une valeur, de la relier aux capacités du présent et aux ressources léguées par le passé, au lieu de prendre dans l'avenir les ressources virtuelles pour convertir en cash-flow immédiat tout l'héritage du passé, comme l'a fait la folie de l'endettement pour des profits maximisés.

Aujourd'hui, la transition est en cours vers une phase historique de meilleur aloi, mais le tout est en attendant de redresser la confiance et de franchir cette transition sans repasser par la case chaos. Or, nous sommes au bord du chaos. La moindre erreur peut y faire basculer l'économie globale, tellement les pays riches ont laissé se développer un système de fuite en avant dont ils sont incapables d'assumer les conséquences dès lors qu'il cesse d'être en

prolepse. À ce stade, les choix sont d'abord techniques, ils consistent à prévenir le désastre pratiquement à vue. La défiance, qui menace à tout moment, est un système autoréalisateur, qui crée des ondes de folie destructrice de richesse. On devra certes en venir à l'apurement des dettes, mais pas subitement. Il y faudra un lissage. Et, parallèlement, devront réapparaître les expressions de leadership hors desquelles ne se construit rien de viable – les capétiens, s'ils avaient dû s'en remettre aux indicateurs, n'auraient jamais fait la France, dont la création était tout sauf probable. Les vrais moteurs du développement, ce sont ceux qui engagent des actions et prennent des risques qu'ils assument, ce sont les savants, les entrepreneurs, les hommes d'État, les innovateurs – dont il ne faut pas méconnaître que beaucoup viennent « d'en bas », hors des viviers, et qu'il leur a souvent fallu des lustres, voire des décennies, pour l'emporter. Par contraste, le temps politique est trop court, trop haché, trop tributaire des aléas de l'opinion.

1 - Ce fut le cas en 1929, lorsque la Réserve Fédérale refusa de refinancer les banques qui étaient sollicitées par les déposants, pressés de se procurer les liquidités pour éponger leurs pertes en bourse. Cette simple mesure technique, qui mit immédiatement des milliers de banques en faillite, est la cause première de la crise mondiale des années trente, avec ses épouvantables suites.

PARTIE 1

QUELS FUTURS ?



Quel Monde en 2030 ?

Le monde vu des États-Unis

Exposé par M. Kimon VALASKAKIS, et débat

Pour comprendre le rapport des Américains au monde, il faut partir du sentiment d'exceptionnalisme qui est à la racine de leur identité. Peuple élu, doué d'une manifest destiny, ils n'ont aucun état d'âme à intervenir où bon leur semble avec les moyens qu'ils jugent appropriés pour la défense de leurs intérêts, qui par nature se confondent à leurs yeux avec le progrès du monde. Qui plus est libertaires à outrance, détestant toute forme de gouvernement, ils restent le seul pays où le port d'armes a pour fondement le droit de résister à l'oppression du pouvoir !

Cependant, le modèle américain est en crise.

Le chômage monte, en raison d'une désindustrialisation qui doit beaucoup aux délocalisations, mais aussi à la nature des nouvelles croissances technology driven, qui n'induisent pas d'emplois. On assiste ainsi à un déclin de la classe moyenne, qui fut de tout temps le môle du rêve américain, et qui cède la place à une inégalité croissante, qui polarise la société au point de faire redouter des

violences. L'endettement a fragilisé tout le corps social après l'avoir maintenu sous assistance prolongée. L'assiette de sa résorption existe, mais le système politique n'est pas en mesure de mettre en place des politiques fiscales et budgétaires appropriées ; comme par exemple une TVA efficace. Le cas échéant il y a pourtant là une ressource fiscale importante qui assurerait un redressement des finances publiques.

La panne latente du rêve américain suscite des réactions contrastées, d'un côté le fondamentalisme des Tea Parties, partisans d'un retour à une sorte d'Amérique originelle, de l'autre un mouvement « d'indignés » qui s'insurgent contre les dérives du libéralisme. Des risques d'affrontements brutaux ne sont pas à exclure. La diversité, fierté du « E pluribus Unum » imprimé sur les billets verts, est en train de tourner sinon à la menace, du moins au malaise. Mal équipés institutionnellement et mentalement pour affronter ce genre de questions, les USA sont gagnés par une inquiétude lancinante, qui se pose sur l'extérieur, leur faisant voir le monde comme dominé par l'Asie et la Chine en particulier et de ce fait potentiellement inquiétant pour leur magistère, voire leur sécurité.

L'Europe tend à passer au second plan de leurs préoccupations, l'Asie et les BRICS d'un côté, le monde arabe et l'Afrique de l'autre, les concernant davantage en positif comme en négatif. Le déclin

objectif, au moins relatif, de la puissance américaine, entre en résonance avec le déclin intérieur de la classe moyenne pour pousser à un repli protectionnisme, sans qu'un système politique affaibli par son taux excessif de renouvellement (tous les deux ans, voire moins) est incapable d'imposer une vision plus ample, même lorsqu'il est incarné par un Président initialement très emblématique. La part considérable prise par l'argent dans les élections dénature et déprécie la classe politique, qui vit d'autre part sous la tyrannie d'une opinion et de media à l'affût du moindre détail, de sorte que le système de gouvernance publique manque de souffle.

Il reste qu'avec leurs immenses ressources, leur dynamique entrepreneuriale, et leur capacité de se réinventer, les USA demeurent une puissance de tout premier ordre, riche de possibilités considérables. Militairement au surplus, ils resteront inégalés.

Le monde vu de France

Exposé par M. Joseph MAILLA, et débat



Faire de la prospective en matière de politique étrangère ne peut en aucun cas se ramener à l'art de la prédiction ou de la divination. Ce domaine inclut certes des tendances identifiables, mais il est aussi celui où se manifestent des volontés, des aléas, des forces imprévisibles — sinon on ne s'expliquerait pas tant et tant de surprises majeures dans l'histoire. En outre, les visions des acteurs sont différentes, et avant de s'essayer à prévoir, il faudrait déjà pouvoir entrer dans la logique de chacune en y incorporant ses interactions avec les autres en fonction des événements passés, présents et à venir, ce qui est manifestement hors de portée. On a bien vu par exemple dans le cas des printemps arabes que la perception du temps était fondamentalement différente entre l'Occident et le monde arabe, l'Occident s'étant fait du changement perpétuel une manière d'être tandis que l'Orient plus féru de continuité rencontre le changement de manière brutale. Tout le monde a manqué le fait qu'une nouvelle génération, à la fois arabe et occidentale d'esprit, était en mesure de faire advenir un changement jusque-là exclu des schémas d'analyse, sans doute parce que c'était proprement difficile à imaginer avant que cela ne se produisît.

La prospective dans ce domaine consiste donc plutôt à essayer de se représenter quelques structures, d'identifier les forces et volontés à l'œuvre, de comprendre et être à l'écoute, avec des schémas de pensée souples et réactifs pour être en mesure de construire rapidement des réponses adéquates aux situations possibles.

Une structure majeure, par exemple, est le déclin relatif de l'Occident, qui vieillit (mais la Chine aussi!) et perd son premier rang quant à la puissance matérielle : si l'Europe reste aujourd'hui première devant les USA et la Chine (28, 23 et 13 % respectivement du total mondial) en 2030 la Chine se sera haussée à 17 %, prenant le premier rang devant USA et Europe sensiblement à égalité aux alentours de 12 à 13 %. Double signal d'un moindre écart entre les tenant du podium, et donc d'un progrès de la multipolarité au profit des tiers, mais aussi d'une perte de magistère pour l'Occident.

Or, l'ennui dans cette dispersion de la puissance matérielle, c'est que les émergents qui y gagnent sont encore et toujours souvent dans une culture du Tiers Monde, malhabiles à concourir à la gestion du monde comme tel, de sorte que la multipolarité risque de tendre vers la perte de polarité. Le monde est en manque d'un narratif de son histoire globale. La Chine rappelle volontiers sa place de première puissance en 1820, mais cela ne suffit pas à tracer un chemin de longue durée pour tous, comme l'avait fait l'épopée occidentale.

Tandis que manque ainsi un récit intégrateur global se développe la lutte pour les ressources. Approvisionnements et débouchés sont devenus un enjeu disputé. Si l'Inde consomme 80 % de ce qu'elle produit, la Chine en exporte 40 %, ce qui la rend très dépendante des échanges internationaux. On devine que parvenir à des régulations est difficile lorsque les enjeux en compétition deviennent vitaux, même si les principaux acteurs ont compris que leurs meilleures chances passent par une régulation durable, ce que les acteurs secondaires acceptent moins aisément.

La conflictualité va changer de formes et de nature. Elle sera sans doute tempérée par l'essor mondial d'une classe moyenne, soucieuse d'espoirs, et partageant des valeurs voisines de sécurité, mais elle passera par des rivalités culturelles par exemple, ou des conflits de normes.

Le monde à venir est fait de fragilités croissantes, qu'il faut sonder et estimer. La bonne démarche consiste à consolider notre enracinement européen plutôt qu'à spéculer sur telle ou telle hypothèse plus ou moins probable dans le monde extérieur. Cela oblige à réfléchir au mode de croissance économique et social, donc à travailler avec nos partenaires européens sur ce que nous voulons plus que sur ce que nous craignons ou espérons. Sur cette base, il nous faudra nourrir notre capacité d'influence, de projection, peut être aussi de

protection, mais dès lors que la mondialisation tend à devenir une bataille entre modèles régionaux, l'important est de donner au nôtre une vitalité et un rayonnement qui le rendent enviable, donc influent.



Quelle Europe en 2030 ?

L'Europe Politique

Exposé par M. Vladimir ROJANSKI, et débat

Longtemps occupée de sa propre construction, dans un contexte défini par la Guerre Froide et les Trente Glorieuses, l'Europe est appelée à prendre en compte des enjeux et des menaces d'un nouveau type, qui requièrent d'elle un travail d'actualisation de son projet. Il lui faut se définir non plus seulement de manière interne, par référence à un passé abjuré ou un avenir souhaité, mais en fonction des conditions que le reste du monde façonne en permanence et qui définissent de plus en plus ses chances et ses problèmes.

Cela revient à exiger qu'une vision politique se dégage à l'échelon européen, et l'on voit que c'est là qu'il y a une faiblesse cruciale. On avait pu s'en passer, on en a aujourd'hui un besoin urgent. Il y faut un travail de concertation qui ne peut plus attendre.

Certes, l'Union Européenne a beaucoup progressé : elle se dote d'un cadre financier pluriannuel, elle a organisé ses relations extérieures, elle prend à bras